



« L'État est là uniquement en appui. » Le conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann s'entretient avec *La Vie économique* ».

« La formation professionnelle me tient particulièrement à cœur »

La vie professionnelle exige d'apprendre tout au long de sa vie. Pour le ministre de la formation Johann Schneider-Ammann, les entreprises doivent encourager leurs salariés à se perfectionner. Lui-même souhaite se consacrer à l'apprentissage de langues étrangères après son départ du Conseil fédéral. *Nicole Tesar, Susanne Blank*

Enfant, quel métier vouliez-vous apprendre ?

Je voulais devenir guide de montagne ou charpentier... C'était mes premières aspirations professionnelles sérieuses.

Que conseilleriez-vous aujourd'hui à un élève de neuvième année ?

Il doit tenir compte de ses centres d'intérêt et de ses talents. Sa première décision concernant sa voie professionnelle ne sera certainement pas la dernière. Grâce à la perméabilité de notre système, il pourra bifurquer plus tard.

Formons-nous suffisamment de techniciens ?

Depuis sept ans, le nombre d'étudiants en mathématiques, en informatique, en sciences naturelles et en ingénierie augmente plus fortement que dans les autres branches au sein des hautes écoles. Cela me réjouit.

Un jeune sur dix ne possède ni diplôme de fin d'apprentissage ni maturité, ayant simplement terminé l'école obligatoire. La Confédération et les cantons visent un taux de 95 %. Cet objectif est-il réaliste ?

C'est un objectif ambitieux. Pour les jeunes nés en Suisse, nous y sommes presque : 94 % des jeunes de 25 ans possèdent un diplôme postobligatoire. En revanche, l'objectif n'est pas encore atteint pour les personnes arrivées tardivement dans notre pays et qui n'ont donc pas été formées complètement sous l'égide de notre système éducatif. Le chiffre, en ce qui les concerne, n'est que de 73 %. Il nous faut redoubler d'efforts pour cette catégorie de la population.

Que comptez-vous entreprendre ?

Les jeunes qui ne trouvent pas de place d'apprentissage ou qui rencontrent des difficultés durant leur apprentissage ont accès à des formations transitoires et à un encadrement sous forme de mentorat et d'accompagnement. Ce sont des offres qu'il convient de mettre à profit et de coordonner. Enfin, la Confédération et les cantons souhaitent faciliter l'accès des réfugiés reconnus et des personnes admises à titre provisoire à une formation professionnelle.

En Suisse, le succès professionnel dépend du statut social des parents. Que fait l'État à ce niveau ?

Les enquêtes Pisa montrent qu'il existe une certaine relation entre l'origine sociale et la réussite scolaire à la fin de la neuvième année. En Suisse, cependant, l'accès à la formation tertiaire dépend nettement moins de la formation des parents que dans des pays comme l'Allemagne ou le Danemark. Cela tient en particulier à la grande perméabilité de notre système éducatif, voulue par la Confédération et les cantons, qui permet de réduire ce genre de disparités.

L'invité

Âgé de 66 ans, le conseiller fédéral Johann N. Schneider-Ammann dirige le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR) depuis 2010. Il préside à ce titre la Conférence suisse des hautes écoles (CSHE). Dans les années septante, il a étudié l'électrotechnique à l'École polytechnique fédérale de Zurich. En 1990, il a pris les rênes du groupe de construction mécanique de Langenthal Ammann. Neuf ans plus tard, le libéral-radical bernois est entré au Conseil national. Parallèlement, il a assuré la présidence de Swissmem, l'association faitière de l'industrie suisse des machines, des équipements électriques et des métaux. Johann N. Schneider-Ammann a fait part de sa volonté de quitter le Conseil fédéral en 2019, à la fin de la législature.

« Un élève de neuvième année doit tenir compte de ses centres d'intérêt et de ses talents. »

Au début de l'année, la Confédération, les cantons et les organisations du monde du travail ont adopté à l'unanimité la Vision 2030 de la formation professionnelle. Les principes restent généraux. S'agit-il d'un tigre de papier ? Non, c'est un document utile, qu'il reste maintenant à concrétiser à travers différents projets. Les partenaires de la formation professionnelle, à savoir la Confédération, les cantons et les organisations du monde du travail, y œuvrent conjointement.

L'initiative visant à combattre la pénurie de personnel qualifié, que vous avez

lancée en 2011, mise entre autres sur la formation professionnelle des adultes. Ceux dont les qualifications font défaut peuvent effectuer un rattrapage et acquérir un diplôme reconnu par la Confédération. Comment ce dispositif a-t-il été reçu ?

Nous sommes satisfaits : le nombre des adultes sans diplôme professionnel a reculé de plus de 10 %, et le nombre des diplômes professionnels obtenus par des adultes est en constante augmentation.

Vous relevez l'importance de l'apprentissage tout au long de la vie. Où commence la responsabilité individuelle ?

Apprendre tout au long de la vie est une nécessité, chacun doit faire le nécessaire. L'État est là uniquement en appui.

L'État a-t-il intérêt à financer une formation continue ?

Il faut voir les choses globalement : financer une formation continue se révèle payant d'un point de vue économique. Ainsi, une formation continue prise en charge par l'assurance-chômage peut alléger indirectement les coûts de la santé, contribuant ainsi à l'augmentation des recettes fiscales. Autre exemple : quand l'État finance un cours de langue, il fait baisser les coûts de l'aide sociale.

Les seniors, les personnes peu qualifiées ou les femmes travaillant à temps partiel sont défavorisés en matière de formation continue. En

effet, comme le montrent les données de l'Office fédéral de la statistique, les employeurs ne les soutiennent que rarement dans cette voie. Les entreprises ne devraient-elles pas s'investir davantage à cet égard ?

Il est dans l'intérêt des employeurs de favoriser la formation continue de leurs collaborateurs à tous les niveaux. À ma connaissance, il n'y a pas de différences notables sous l'angle des sexes. Parmi les collaborateurs dont le taux d'occupation se situe entre 50 et 90 %, deux tiers bénéficient d'une formation continue soutenue par l'employeur. En revanche, il est rare que ceux dont le taux d'occupation est inférieur à 50 % obtiennent cette aide. Ce sont les collaborateurs sans diplôme professionnel qui sont les moins soutenus par les employeurs. Aussi la Confédération a-t-elle lancé un programme de promotion des compétences de base sur le lieu de travail afin de promouvoir la formation continue des personnes peu qualifiées.

Le Conseil fédéral a récemment décidé de consacrer davantage de moyens à la formation professionnelle supérieure. Depuis le début de l'année, les personnes qui préparent un examen fédéral reçoivent une aide financière. Pourquoi ?

La Suisse manque encore de personnel hautement qualifié. Les contributions fédérales permettent d'alléger la charge financière des personnes qui suivent des cours et de les inciter à se perfectionner. De surcroît, nous voulons plus de justice à l'échelon tertiaire, car la formation professionnelle supérieure obtient peu de fonds publics par rapport aux hautes écoles.

Où la Confédération trouve-t-elle les ressources nécessaires ?

L'économie, les cantons et la Confédération financent ensemble la formation professionnelle supérieure, qui est l'une des priorités de la période d'encouragement en cours. Le Parlement a approuvé les moyens nécessaires. Au total, près de 360 millions de francs sont prévus à cet effet pour les années 2017 à 2020.

Le laboratoire d'idées libéral Avenir Suisse dénonce un nivellement par le bas dans les hautes écoles. Qu'en pensez-vous ?



VIVIANE FUTERNIGHT / LA VIE ÉCONOMIQUE / ARCHIVE

Il est toujours possible d'améliorer les choses ; nous parlons ici d'optimisations à haut niveau. Les universités suisses jouent dans la cour des grands : l'École polytechnique fédérale de Zurich n'est-elle pas la meilleure haute école d'Europe continentale ? À noter également que les prestations de nos hautes écoles sont aussi bonnes, notamment parce que la Suisse ne connaît pas le phénomène des « universités de masse ».

Que répondez-vous au reproche selon lequel la bureaucratie augmente dans l'enseignement et la recherche ?

Autrefois, les professeurs se plaignaient déjà d'une bureaucratie excessive, car ils devaient s'occuper de choses comme les inscriptions et les attestations ou organiser la surveillance des examens. Depuis lors, ils ont été déchargés de ces tâches grâce aux administrations des hautes écoles qui se sont professionnalisées. Aujourd'hui, les professeurs s'élèvent contre le surcroît de travail généré par l'assurance qualité, la gestion de leur secteur ou la collecte de moyens financiers auprès de tiers. Il faut éviter

les contraintes administratives inutiles. L'essentiel est de trouver le bon équilibre entre la liberté de la recherche et l'utilisation judicieuse des deniers publics.

Un étudiant sur quatre interrompt ses études.

Que peut-on faire pour contrer ce phénomène ?

Ce chiffre est élevé, mais trompeur. Il englobe, en effet, les étudiants qui changent de filière ou de formation. En réalité, les cas vraiment problématiques sont uniquement ceux où l'étudiant finit sans diplôme en poche. En ma qualité de président de la Conférence suisse des hautes écoles, je suis sensible à cette question et je m'investis pour réduire le plus possible le nombre d'abandons. Les hautes écoles, quant à elles, ne sont pas restées les bras ballants. À titre d'exemple, elles informent les gymnasiens des prérequis et organisent des évaluations. Elles ont également mis sur pied un système de parrainage.

Une mesure radicale serait le numerus clausus.

Contrairement à nos voisins, notre taux de maturités gymnasiales est faible. En Suisse, la per-

sonne qui a une maturité fédérale en poche peut en principe entrer directement dans une haute école, et cela ne doit pas changer. Il y a des exceptions uniquement dans certains domaines comme la médecine, où la formation exige des places qualifiées (et chères).

Le monde professionnel tend visiblement à « s'académiser ». Les recteurs des hautes écoles pédagogiques exigent par exemple un diplôme de mastère pour les enseignants des écoles primaires et enfantines. Y êtes-vous favorable ?

Nous devons prolonger les voies de formation uniquement lorsque cela est nécessaire et que cela répond à une exigence explicite du monde du travail. Prolonger les voies de formation coûte cher, et l'expérience montre que cela se fait au détriment des étudiants socialement défavorisés et des travailleurs en poste qui ne possèdent pas de nouveau diplôme. En outre, l'allongement des voies de formation prive le marché d'un personnel précieux en retardant son entrée dans le monde du travail.

Qu'est-ce que cela signifie dans le cas d'un enseignant du primaire ?

Il appartient aux cantons, qui sont les employeurs des enseignants et sont chargés de leur formation, de se prononcer à ce sujet. Pour le moment, la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique estime qu'un bachelor est suffisant pour les enseignants du primaire.

Vous êtes le premier conseiller fédéral qui chapeaute complètement la formation. Quels

objectifs voudriez-vous atteindre en la matière d'ici à la fin de votre mandat au Conseil fédéral ?

Je m'engage sans compter dans ce domaine. La formation professionnelle me tient particulièrement à cœur. Mon objectif est de pouvoir offrir un travail à toutes les personnes qui vivent dans notre pays et de garantir ainsi un quasi-plein emploi. La formation est la clé de la réussite et nous permet de rester à la pointe des classements internationaux en matière d'innovation.

Que changeriez-vous à votre parcours professionnel ?

Je suis doué pour les chiffres, ce qui m'a amené à faire des études scientifiques. Avec le recul, je ferais comme mon fils, soit une partie de mes études en français et une autre en anglais.

Qu'est-ce que vous aimeriez encore apprendre ?

Les langues sont essentielles dans notre monde globalisé, et ce constat ne cesse de se vérifier. Hormis le français et l'anglais, d'autres langues sont utiles sur les marchés mondiaux, notamment l'espagnol et le chinois.

« Ce sont les collaborateurs sans diplôme professionnel qui sont les moins soutenus par les employeurs. »

Entretien réalisé par écrit sous la responsabilité de Susanne Blank et Nicole Tesar, corédactrices en chef